

Devlop'

Le Journal de Louvain Coopération

N° SPÉCIAL

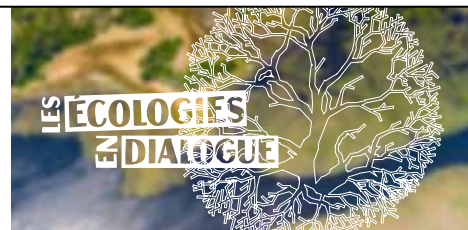
**LE COVID-19
ET SES CONSÉQUENCES
DANS LE SUD**



**LOUVAIN
COOPERATION**
UNIVERSITAIRE & SOLIDAIRE

BELGIQUE

ÉCOLOGIE, ALIMENTATION
ET ENGAGEMENT ÉTUDIANT
10



NOS ZONES D'INTERVENTION

LES CONSÉQUENCES
DU COVID-19 DANS LE SUD
4-5



CAMBODGE

LES VISAGES DE L'ONG
9



EDITO

Nous ne baisserons pas les bras !

Lorsque les modalités de transmission de ce « foutu » virus Covid-19 ont été mieux connues, vers la mi-mars, nous étions très inquiets. Nous craignons les dommages que cette maladie allait causer dans nos pays d'intervention, au Sud, là où les contacts humains sont d'habitude plus rapprochés et où le système sanitaire et la protection sociale sont nettement moins performants que dans nos pays occidentaux.

Nous pensions inévitablement à la catastrophe humaine que cette pandémie pouvait provoquer... Que faire d'efficace et d'utile pour permettre aux populations du Sud de se prémunir individuellement et collectivement d'une contamination que l'on pouvait supposer massive ? En concertation avec nos partenaires, des actions de prévention et de prise en charge de la maladie ont vite été réfléchies et mises en place par nos équipes : au Burundi d'abord, ensuite au Bénin et au Togo, puis en Bolivie, en RDC, au Cambodge, à Madagascar bref, partout où nous menons des actions en lien avec la Santé.

Rapidement, nous avons transmis des messages de prévention en langues locales sur les gestes barrières, fourni équipements et matériel médical pour les formations sanitaires que nous accompagnons, soutenu et formé le personnel soignant qui, comme chez nous en Belgique, se voyait de plus en plus débordé et stressé par cette situation de crise sanitaire inédite... Comme vous allez le comprendre tout au long de la lecture de ce périodique, un impact socio-économique lourd de conséquences nous attend tous, au Nord comme au Sud, nous le savons. Nous ne baisserons pas les bras et resterons aux côtés de nos partenaires pour traverser ensemble cette crise sanitaire mondiale sans précédent, essayant de limiter au maximum les dégâts et pertes humaines...



Sophie Wyseur
Responsable des Opérations

Devlop'

Le journal de Louvain Coopération [N°11 - SEPTEMBRE 2020]

Avenue du Grand Cortil, 15a
1348 Louvain-la-Neuve
tél: +32 010 390 300
info@louvaincooperation.org
www.louvaincooperation.org
TVA: BE 0422 717 48

Editeur resp. : Louvain Coopération
Rédaction : C. Baggio, A. Peeters, V. Prosper,
E. Stainier
Crédits photos : I. Corthier, P. Crooker,
R. Binard, Shutterstock
Graphisme et mise en page : C. Le Clercq



Nous vivons sur une planète dont les ressources sont limitées. Pour cette raison toutes les publications de Louvain Coopération sont imprimées sur du papier pefc (programme européen de gestion durable des forêts) avec des encres végétales.

La pandémie est la signature d'une impasse qui touche l'économie globale

Philippe De Leener est professeur au sein du Centre d'études du développement de l'UCLouvain, spécialisé en économie, science politique et sociologie du changement dans le cadre de l'Afrique subsaharienne. Il est également Président d'Inter-Mondes et Co-président de la Fédération d'économie sociale SAW-B ASBL (Solidarité des alternatives wallonnes et bruxelloises). Il répond aux questions du Devlop'.



LC : Comment percevez-vous la crise du Covid-19 ?

Philippe De Leener : Je pense qu'il est important, avant tout, de situer la crise actuelle de manière plus large : la pandémie est la signature d'une impasse qui touche l'économie globale. Le Covid représente une des premières manifestations contemporaines d'une crise beaucoup plus profonde : celle des régimes d'accumulation capitalistes. Si on n'analyse pas la pandémie dans ce contexte-là, on ne peut pas comprendre.

LC : Quelles seront selon vous les impacts économiques de cette crise sur le continent africain ?

PDL : Je pense qu'il faut considérer le Covid comme un indicateur, un signal et en même temps comme un activateur ou accélérateur de toute une série de dynamiques qui existaient déjà depuis bien longtemps et qui, à l'occasion d'une situation un peu particulière, apparaissent tout à coup évidentes. Donc les conséquences que l'on va observer ne sont jamais qu'une intensification d'éléments qui étaient présents. Cela dit, s'agissant de l'Afrique et des défis de la santé, on ne peut pas oublier qu'il y a bien d'autres préoccupations plus graves : le paludisme, la mortalité maternelle et infantile, sans oublier... la faim. On ne comprend pas clairement pourquoi il faudrait plus particulièrement se mobiliser pour le Covid-19 alors que d'autres sources de mortalité et morbidité restent au second plan des efforts depuis longtemps. Parce que le Covid-19 serait surtout menaçant pour les pays occidentaux ou asiatiques qui dominent l'économie mondiale ?

LC : Cette crise pourrait-elle changer les choses en Afrique ?

PDL : Sur le plan économique, je pense qu'il faut voir cette crise paradoxalement comme une chance. Bien sûr, à court terme, ça va provoquer des difficultés. Si les chaînes alimentaires - qui sont pour l'instant extrêmement tournées vers l'extérieur - s'enrayent, cela va provoquer des situations de pénurie, sans doute de famines que l'on n'espère pas trop graves. Mais c'est aussi une chance pour l'agriculture africaine de pouvoir enfin ramener les choses à leur juste mesure et reprendre la main sur les marchés locaux et nationaux.

LC : Un exemple ?

PDL : Pour l'instant, le riz qu'on trouve en Afrique provient des stocks asiatiques. Après 3 ans, il ne peut plus être consommé et donc souvent il est dégradé en aliments pour les animaux. Dans bien des cas, lorsqu'il n'est plus valable pour les animaux, on l'envoie en Afrique ! À côté de cela, le riz africain, qui est d'excellente qualité, est acheté en Asie où il est parfois considéré comme un produit de niche sinon même de luxe. Mais son prix est sous-évalué, car il est soumis au marché mondial.

Donc, si on entrave ce système, les Africains vont consommer le riz qu'ils produisent et ça va ramener le riz à son juste prix, celui du travail et de la souffrance nécessaires pour le produire. Ça sera plus cher bien sûr. Mais ça veut dire aussi qu'on achètera moins de produits importés d'Asie, disons moins de pacotilles chinoises et qu'en revanche, on achètera plus de produits résultant du travail d'agriculteurs ou d'artisans, hommes ou femmes d'Afrique.

LC : Et quels changements globaux peut-on souhaiter pour l'Afrique ?

PDL : D'abord et avant tout sortir de la dépendance extérieure. L'Afrique est totalement dépendante pour tout, absolument tout. Y compris pour les flux financiers. Ce n'est plus possible ! Sur le plan manufacturier, on n'y produit plus rien. Tout provient de Chine, d'Inde ou d'Asie de l'Est. Et on vend la matière première au rabais, on travaille dans des conditions épouvantables, on transforme des enfants en esclaves dans les mines par exemple, ou dans les chaînes agricoles... Il n'y a tout simplement pas d'avenir à cela.

LC : Cette dépendance est également alimentaire. Comment les pays africains peuvent-ils reconquérir leur souveraineté alimentaire ?

PDL : S'il y a une chose qui peut avoir du sens, c'est une collaboration entre des structures en Occident et en Afrique pour réinventer, pour se réapproprier de façon créative, une souveraineté, tout au long des chaînes, et de valeur et d'utilité. J'insiste sur les deux concepts : des chaînes de valeur qui sont en même temps des chaînes d'utilité. Il faut d'abord se libérer de l'idée de dégager une valeur monétaire, financière ajoutée. Ici, l'objectif est différent. Si on veut vraiment sortir du paradigme de la souveraineté monétaire, qui est dans l'ombre de la souveraineté alimentaire, on doit changer de paradigme et développer des chaînes d'utilité ajoutée. C'est-à-dire que chaque passage de main en main d'un produit ou d'une ressource accroît son utilité pour soi-même et pour la société. C'est cette perspective-là qui, pour moi, est fondamentale et fondatrice d'une autre économie. Il faut sortir de la rationalité des marges financières à la source de tous les mécanismes de domination, d'exploitation et d'exclusion. C'est l'utilité pour les personnes et pour la société qui doit mobiliser la créativité. Et non pas le lucre.

PDL : On peut dire qu'on est collectivement en grande difficulté, mais je pense qu'il y a une valeur qui doit rester souveraine : l'enthousiasme. On va s'en sortir parce qu'on est ensemble et qu'on a confiance en nous-mêmes. C'est cet enthousiasme qu'il faut communiquer à nos enfants...

LC : Un mot de conclusion ?

PDL : On peut dire qu'on est collectivement en grande difficulté, mais je pense qu'il y a une valeur qui doit rester souveraine : l'enthousiasme. On va s'en sortir parce qu'on est ensemble et qu'on a confiance en nous-mêmes. C'est cet enthousiasme qu'il faut communiquer à nos enfants...

On va s'en sortir parce qu'on est ensemble et qu'on a confiance en nous-mêmes.

Les conséquences du Covid-19 et nos actions pour y faire face

BÉNIN

LA SITUATION

Le 16 mars, le premier cas de Covid-19 a été rapporté au Bénin. Les familles des producteurs agricoles ont rapidement été touchées par les mesures de confinement, car il est devenu difficile de se rendre dans les différents marchés urbains de Cotonou pour vendre leurs produits. L'approvisionnement en certaines victuailles est également devenu plus compliqué suite à la fermeture des frontières.

Dans la région de l'Atacora, la vente du fonio a été particulièrement mauvaise. Les stocks sont donc importants et l'arrivée de la saison des pluies risque de les endommager. Dans le sud du pays, les coopératives transformatrices de manioc font face à une pénurie de matière première. À la mauvaise récolte de 2019 s'ajoutent les mesures de restriction liées au Covid-19. Leurs membres doivent donc utiliser une partie de leurs réserves financières pour nourrir leurs familles. Par ailleurs, les travaux champêtres ont pris du retard, et le ralentissement des activités agricoles et économiques pourraient mener à une chute du pouvoir d'achat des ménages.

NOS ACTIONS

Nos mutuelles de santé béninoises ont permis la diffusion de nombreux messages et matériel de prévention contre le virus.

Les transformatrices de fonio vont être soutenues pour la vente de leurs stocks, ainsi que les transformatrices de manioc pour un meilleur accès à la matière première.

TOGO

LA SITUATION

Le Togo a pris des mesures strictes à partir du 16 mars, avec pour conséquence un ralentissement du commerce en général.

Les flux de vente des produits agricoles ont été réduits drastiquement. Dans la Région des Savanes, les producteurs de tomates et d'oignons que nous soutenons peinent à vendre leurs productions. Une partie des commerçants parvient tout de même, à rythme réduit, à écouler leurs stocks mais pas aux prix escomptés.

Dans la même région, les étuveuses de riz sont, elles, avantagées car la réduction des flux d'importation du riz étranger repositionne favorablement le riz local sur le marché togolais. Notre partenaire spécialisé dans le micro-crédit local et agricole, l'U-CMECS, est également impacté. Son portefeuille de crédit se dégrade et il craint un ralentissement de leur activité.

NOS ACTIONS

Nos mutuelles de santé togolaises ont permis la diffusion dans la population rurale de nombreux messages et matériel de prévention contre le virus.

Nous suivons également de près l'évolution de la situation financière de l'U-CMECS afin de réagir en cas de besoin. Notre partenaire belge sur ce projet, BRS, leur a déjà octroyé une aide d'urgence.

BOLIVIE

LA SITUATION

La Bolivie a décrété la quarantaine totale et la fermeture des frontières à la fin du mois de mars. Malgré cela, le Covid-19 a gagné du terrain et le système de santé, déjà défaillant, ne peut faire face à l'afflux de patients. Le tri des malades s'organise dans les rues et, dans les centres de soins, le matériel et les médicaments manquent pour les prendre en charge. Le personnel médical est très exposé et manque de protection.

D'un point de vue économique, les petits entrepreneurs que nous accompagnons souffrent particulièrement car cette situation les empêche d'écouler leur production.

NOS ACTIONS

Nous informons les bénéficiaires de nos projets sur les mesures de prévention sanitaire, mais aussi pour limiter les cas de violences intrafamiliales en condition de confinement. Nous sommes également attentifs aux possibilités qui s'ouvrent dans chaque municipalité pour soutenir les unités de production.

RDC

LA SITUATION

La RDC a annoncé l'état d'urgence le 25 mars, impliquant de nombreuses mesures de confinement. Celles-ci ont entraîné la rareté des produits de première nécessité d'origine manufacturière (qui sont habituellement importés), mais aussi la flambée des prix des produits locaux, notamment les denrées agricoles qui ont doublé de prix. La suspension d'une large partie des activités économiques a provoqué la perte de nombreux emplois (formels et informels). De nombreuses familles souffrent de la faim et les cas d'enfants livrés à la rue risquent d'exploser. Au niveau sanitaire, la prise en charge des malades est difficile et le personnel soignant dispose de très peu de moyens de protection. Heureusement, l'épidémie semble jusque-là ne pas faire un grand nombre de victimes. Les mesures de confinement ont donc été assouplies durant l'été.

NOS ACTIONS

Nous avons d'abord paré au plus urgent : équiper les hôpitaux et sensibiliser la population. Début avril, nous avons organisé une collecte de fonds qui a suscité un bel élan de générosité. Nous avons ainsi pu financer l'achat de masques, gants, désinfectant, respirateurs... destinés à nos hôpitaux partenaires. D'importantes campagnes de sensibilisation sur les dangers du Covid-19 et les gestes de protection ont également été organisées par nos équipes et partenaires.

La pandémie de Covid-19 n'est malheureusement pas encore derrière nous, mais nous avons aujourd'hui assez de recul pour poser quelques constats. Dans les zones où nous sommes présents, les mesures de confinement ont provoqué des bouleversements économiques et alimentaires, que nous suivons de très près pour appuyer les populations qui en sont les premières victimes.

BURUNDI

LA SITUATION

Le Burundi a réagi très tardivement face à la pandémie mondiale. Ce n'est qu'au début du mois de juillet que le gouvernement a exhorté la population à respecter les mesures de prévention. Le nombre de tests ayant été très limité au début, il est difficile d'avoir une idée claire quant à la situation sanitaire du pays.

D'un point de vue économique, comme la plupart des pays vivant principalement des importations, le Burundi a vu le prix des denrées alimentaires augmenter après la fermeture des frontières. Cette situation met en difficulté les familles aux revenus très limités que nous accompagnons.

NOS ACTIONS

Face à l'absence de mesures officielles, nous avons fait un maximum pour prévenir la population des risques liés au virus. Nous avons ainsi mené d'importantes campagnes de sensibilisation expliquant les gestes à poser pour se prémunir. Nous avons également disponibilisé des structures destinées au lavage des mains et du savon dans les lieux fort fréquentés de nos zones d'action.

CAMBODGE

LA SITUATION

Parmi nos différentes zones d'intervention, le Cambodge est le plus épargné par le virus. À la mi-mars, le gouvernement cambodgien a pris des mesures strictes pour éviter les mouvements de population. Aujourd'hui, le royaume reste un des rares pays à ne déplorer aucune victime.

Sur le plan socio-économique cependant, les inquiétudes sont grandes, la crise affectant trois des moteurs économiques du pays : le tourisme, les exportations de produits manufacturés et les investissements étrangers directs. Ces moteurs représentent 70 % de la croissance et 40 % des emplois rémunérés du pays. Selon un rapport récent de la Banque Mondiale, le ralentissement pourrait ainsi provoquer une hausse de la pauvreté estimée entre 3 et 11 %. Les familles qui dépendaient des revenus envoyés par leurs membres partis travaillés en Thaïlande (90.000 travailleurs migrants sont rentrés depuis mars 2020) se retrouvent aujourd'hui dans une situation particulièrement précaire.

NOS ACTIONS

La crise sanitaire et son impact socio-économique a entraîné une augmentation des problèmes de santé mentale et, ici encore, les populations les plus pauvres sont les plus touchées. Face à ce contexte, nos partenaires locaux ont adapté leurs actions. Des cellules d'accompagnement psychologique ont été mises en place avec une permanence téléphonique 7/7 assurée auprès des patients et de leur famille mais également du personnel soignant.

Les travailleurs sociaux ont quant à eux favorisé les actions de prévention et de sensibilisation liées au Covid-19.

MADAGASCAR

LA SITUATION

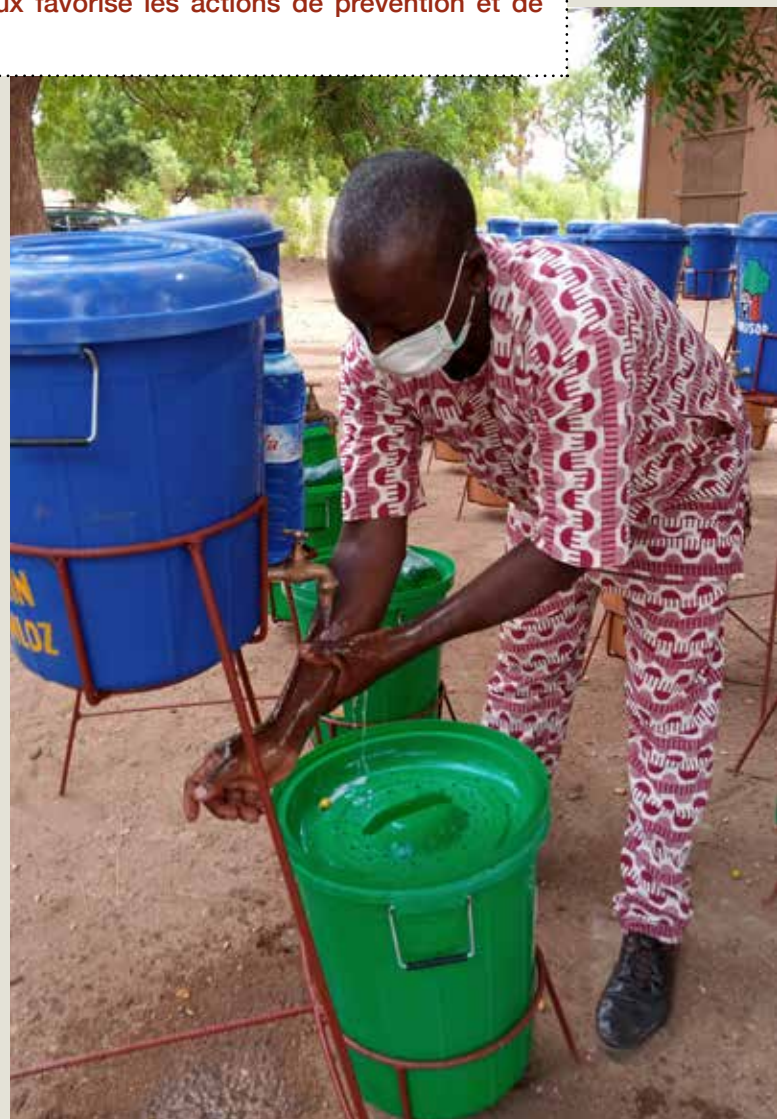
La « grande île » a fermé ses frontières le 19 mars et l'état d'urgence sanitaire y a été décrété deux jours plus tard. Le confinement et les restrictions de circulation entre les différentes régions du pays entravent fortement les activités commerciales et économiques et les populations qui vivent de la vente de leur production agricole ou de la pêche sont particulièrement impactées par cette paralysie du marché.

Les familles de producteurs d'arachides que nous soutenons sont notamment touchées. L'impossibilité d'écouler la marchandise hors de la région a fait chuter les prix de près de 40% et les producteurs sont obligés de vendre car ils ne disposent ni de trésorerie, ni d'infrastructures leur permettant de pratiquer le stockage spéculatif. Pour compenser ce faible prix de vente, la plupart des producteurs ont vendu la totalité de la production (déjà réduite par le manque de pluies), ce qui limitera la quantité de semences disponibles pour la campagne suivante.

Au niveau sanitaire, la formation du personnel de santé est insuffisante pour faire face à la crise, tout comme le matériel et équipements requis pour se protéger et protéger les patients.

NOS ACTIONS

Grâce à la générosité de nos donateurs, nous avons pu équiper davantage nos partenaires santé pour mieux accueillir, sensibiliser et prendre en charge les patients. Les familles des paysans qui vivent de la vente de l'arachide reçoivent des semences productives afin de pouvoir ensemercer rapidement leurs champs. Nous leur fournissons également des semences de céréales et de légumineuses pour compléter leurs productions ainsi que du petit matériel et des équipements pour faciliter les travaux des champs.



CLÔTURE DE LA RÉDACTION

La mise à jour des informations qui se trouvent dans ces pages a été clôturée à la mi-août. Il est donc possible que des événements récents ne s'y retrouvent pas.

‘ Nous avons un rôle important à jouer ,



Depuis 14 ans, les Mutualités Libres et Louvain Coopération unissent leurs forces pour développer des mutuelles de santé en Afrique. **Xavier Brenez**, directeur général de l'Union des Mutualités Libres, évoque avec nous ce partenariat.

LC : Que retirez-vous de cette collaboration ?

XB : Le premier élément est qu'on est content de pouvoir contribuer à notre échelle au développement du secteur mutualiste en l'Afrique de l'Ouest. On constate que, sur le terrain, même si ce sont des équilibres fragiles, des projets qui sont difficiles, les résultats sont tangibles et de natures diverses. On voit vraiment la valeur ajoutée du secteur mutualiste et nous sommes convaincus d'avoir un rôle très important à jouer, certainement dans ces pays où l'économie informelle est très forte et où toute une série de personnes ne peuvent compter que sur le secteur mutualiste pour avoir une couverture santé. Ensuite, ce sont des projets qui vivent très fort au sein de notre organisation. Nous y associons au maximum nos collaborateurs et ils y trouvent une réelle satisfaction.

LC : Quels sont vos souhaits pour le futur ?

XB : J'espère qu'on pourra s'impliquer toujours plus, en faisant participer le plus possible nos collaborateurs. Evidemment, j'espère qu'on pourra continuer à développer le domaine mutualiste, parce que je suis vraiment convaincu que c'est un pilier important pour le développement d'une protection sociale, certainement en Afrique de l'Ouest, mais aussi dans d'autres pays. Et je souhaite également avoir de l'impact. Le chantier est énorme, donc il faut bien choisir nos axes, nos priorités, et faire en sorte que nos initiatives gagnent en autonomie pour que, in fine, on puisse quitter certaines régions pour pouvoir investir dans d'autres. Enfin, je voudrais continuer à pousser des projets qui impliquent l'UCLouvain et l'ARES. Je pense que ça a énormément de sens d'engager les acteurs académiques dans nos réflexions stratégiques. Cela apporte une vraie valeur ajoutée. Nous avons déjà deux projets en cours, avec l'UCLouvain, l'ARES et une université locale. Ce sont aussi de bons exemples pour montrer que Louvain Coopération a un réel rôle à jouer dans la création d'une synergie entre ces différents acteurs du Nord et du Sud.

LC : Comment définiriez-vous cette collaboration ?

Xavier Brenez : Elle a beaucoup évolué car au départ, il s'agissait d'un soutien financier pour deux mutualités. Sur 14 ans, on a fait énormément de choses : on a approfondi notre collaboration dans le Nord-Bénin, travaillé ensemble au Togo, nous sommes ensemble dans le projet MASMUT qui vient en support au secteur mutualiste dans huit pays d'Afrique de l'Ouest... Louvain Coopération a ses compétences en coopération au développement, un réseau local fort sur lequel on peut s'appuyer. Et nous, on vient avec notre expertise mutualiste. La rencontre des deux permet de développer un travail de fond, de contenu, et pas une approche uniquement de bailleurs de fonds.

LC : Récemment, nos mutuelles de santé ont participé à la lutte contre le Covid-19, via des messages de prévention, du matériel pour se laver les mains...

XB : Oui, c'est très positif et ça montre que la collaboration marche bien. Il y a peu d'intermédiaires et cela nous permet d'aller très vite entre la naissance d'une idée et sa mise en place sur le terrain. Je trouve cela très valorisant. Quand on voit que certains projets sont très longs, doivent faire intervenir de nombreuses organisations et personnes différentes... Ici, ce sont vraiment des bons exemples de choses ponctuelles qu'on peut mettre en place avec une réelle valeur ajoutée et un impact direct.

Retrouvez l'intégralité de cette interview sur notre site web :

www.louvaincooperation.org

Notre premier webinaire, un succès !

Les 1 et 2 juillet, Louvain Coopération et les Mutualités Libres ont organisé leur premier webinaire commun. Des responsables mutualistes de 8 pays d'Afrique, ainsi que de nombreux acteurs académiques et institutionnels ont débattu autour de la question : **Dynamiques mutualistes et solidaires en Afrique : Quels enjeux post Covid-19 ?** Vous avez été plus de 300 à suivre les débats autour de ces enjeux cruciaux. Un grand merci à vous et à toutes celles et tous ceux qui ont rendu cet événement possible. Vous souhaitez revoir le webinaire ? Il est disponible sur : <https://www.youtube.com/user/LouvainCooperation/videos>

Ce que vous pensez de nous



Tout au long de l'été, nous vous avons contactés par téléphone pour vous proposer de renforcer votre soutien envers nos projets. Vous avez été très nombreux à répondre présents et nous vous en remercions chaleureusement. Ces appels étaient également une façon de mieux vous connaître, de savoir pourquoi vous nous faites confiance, ce que vous pensez de nous. Nous avons reçu beaucoup d'encouragements pour notre travail, très précieux en cette période compliquée. En voici quelques-uns...

« J'ai travaillé pendant 10 ans au Rwanda et j'ai fait mes études à l'UCLouvain. Je vous soutiens donc par sympathie envers l'UCLouvain et vos projets. J'apprécie la manière dont vous concevez la coopération et je fais confiance à votre organisme. »

PIERRE, ANHÉE

Ils sont avec nous, sur le terrain

Comme vous le savez, Louvain Coopération ne travaille pas seule. Nous nous associons à de nombreux partenaires locaux (ONG, associations, organisations de la société civile...) spécialisés dans l'un de nos domaines d'intervention. Nous les appuyons, les formons, les finançons, les conseillons... de telle manière que, le jour où nous cessons de soutenir un projet, il continue de vivre grâce à eux. Nous avons donc envie de mettre en avant dans ce Devlop' celles et ceux qui, avec nos équipes locales, font vivre nos projets. Voici donc quelques-uns de nos 48 partenaires au Sud.

BURUNDI

BADEC (Bureau d'Appui au Développement et à l'Entraide communautaires) est un de nos partenaires santé au Burundi. Ils forment les infirmiers à une meilleure prise en charge psychologique des patients. De plus, en 2019, BADEC a contribué à l'intégration des soins de santé mentale dans le système national de la santé au Burundi.

.....

RDC



Au Sud-Kivu, nous travaillons depuis 2001 avec le **Groupe Apprenons à Lire et à Écrire asbl**. GALE est une association locale qui s'efforce de renforcer les petits producteurs locaux et ce, sur différents aspects : organisation de cours d'alphabétisation, enseignement de techniques agricoles adaptées au climat, stimulation de l'esprit d'entreprendre en partenariat avec un autre de nos partenaires, le Guichet d'Economie locale du Sud-Kivu... Un partenaire de terrain aux multiples facettes !

.....

MADAGASCAR

AMADIA (Association Malgache contre le Diabète), est l'une des seules associations à travailler sur la problématique du diabète au niveau national à Madagascar. Son rôle est multiple : elle oeuvre à la conception d'un programme national consacré au diabète, à la défense des intérêts des diabétiques, à la promotion des thérapies pour le diabète et, enfin, elle favorise la recherche et la formation sur cette question.

.....

BOLIVIE



En Bolivie, nous travaillons, entre autres, sur les enjeux de l'agriculture urbaine et de l'accès à une nourriture saine et de qualité pour les habitants d'El Alto, une banlieue de La Paz de près d'un million d'habitants perchée à plus de 4.000 mètres d'altitude. Ce travail de sécurité alimentaire, nous le menons avec notre partenaire **Alternativas**, une ONG bolivienne qui développe avec les communautés locales des potagers urbains et renforce ainsi leurs capacités à jouer un rôle plus actif dans la défense de leur droit à l'alimentation.

TOGO

Au Togo, nous collaborons notamment avec l'**U-CMECS (Union des caisses mutuelles d'épargne et de crédit de la Savane)**. Il s'agit d'une caisse offrant des micro-crédits et des services financiers adaptés aux populations essentiellement rurales de la région. Une institution compétente qui bénéficie également de la confiance et de l'appui technique d'un autre de nos partenaires, **BRS (Belgische Raiffeisenstichting)**, structure spécialisée dans la coopération en microfinance et microassurance avec le Sud.

CAMBODGE

Mlup Baitong est l'un de nos partenaires cambodgiens. Cette ONG se donne pour mission de travailler à la protection de l'environnement par la promotion d'une utilisation durable et équitable des ressources naturelles, tout en améliorant les conditions de vie des populations avec lesquelles elle travaille. L'enseignement des principes agro-écologiques est donc au cœur de son approche communautaire. Un partenaire dynamique qui s'est par ailleurs spécialisé dans l'éco-tourisme.



« Je suis sensible à ce que vous réalisez et séduit par votre sérieux. Je pense que vous poursuivez un but noble. Je dois avouer que je me méfie de beaucoup d'ONG en général mais je fais confiance à Louvain Coopération. »

FREDDY, WOLUWE-SAINT-LAMBERT

« J'aime soutenir des œuvres locales plutôt que des grandes organisations. Je trouve que vos projets sont bien concrétisés dans les rapports que vous envoyez. Ces projets ont l'air solides ! »

FRANÇOISE, BONLEZ

« J'ai confiance dans le fait que l'argent envoyé à Louvain Coopération soit bien utilisé. J'apprécie de recevoir beaucoup d'informations sur les projets. Et je trouve important de réaliser des projets de long terme comme vous le faites. »

GUILLAUME, BOUGE

« Je suis une ancienne de l'UCLouvain. J'ai commencé à soutenir Louvain Coopération car une connaissance participait au projet IngénieursSud. Ensuite, lors d'un voyage, j'ai eu la chance de découvrir les projets de votre ONG à Madagascar. Je continuerai à vous soutenir chaque mois ! »

LAURENCE, ELSENE



TEMOIGNAGE

FLORA ZENTENO, INSTITUTRICE
« Dès mon arrivée à la petite école de Santa Barbara (zone de Tarija), j'ai pu constater qu'il y avait un réel besoin d'améliorer la nutrition des enfants de l'école. À l'heure du déjeuner, rares étaient ceux qui mangeaient des légumes. Alors j'ai pensé qu'une façon de changer les choses était de mettre en place un potager où les enfants apprendraient à produire leur propre nourriture. Quand j'ai entendu parler de ce projet, j'ai pensé que c'était l'occasion pour moi de relever le défi d'apprendre à tous les enfants de l'école à mieux produire et se nourrir et de motiver toute la communauté afin qu'elle puisse participer à ce changement. »



BOLIVIE

Potagers scolaires : les enfants consomment ce qu'ils produisent

Une alimentation saine et nutritive est capitale pour le développement des enfants et des adolescents. En partenariat avec plusieurs institutions locales, nous avons développé des potagers scolaires dans **26 écoles** publiques de Tarija et de La Paz. Grâce à ce projet, plus de **3.500 élèves**, ainsi que leurs parents et professeurs ont été formés à la gestion biologique des potagers et consomment désormais les légumes provenant de leur propre récolte.

La Bolivie fait face à d'importants défis en matière d'alimentation. Aujourd'hui, 21,3 % de sa population souffre de malnutrition due à une alimentation insuffisamment diversifiée et trop grasse. La pauvreté des familles explique en grande partie ce chiffre et la pandémie de Covid-19 complique encore la situation.

À La Paz et à Tarija, nous travaillons, en partenariat avec les associations Esperanza Bolivia et Fundación Alternativas, à l'amélioration de la nutrition des familles. D'une part, nous appuyons les producteurs et transformateurs de fruits et légumes dans ces régions. Cela facilite la disponibilité et l'accès à des aliments sains pour la population. D'autre part, un important travail est également effectué via des potagers scolaires. Il s'agit, dans de nombreuses écoles de ces régions, d'inculquer de bonnes habitudes alimentaires aux enfants (et par conséquent, à leurs parents) en leur apprenant à produire, récolter et cuisiner leurs propres légumes bio. Des projets qui voient

collaborer le gouvernement local, les communautés éducatives et Louvain Coopération et ses partenaires.

Nos potagers scolaires et les formations qui les entourent permettent aux enfants de toucher du doigt des pratiques de production biologique, les bases de la diversification alimentaire, les règles d'hygiène dans la manipulation des aliments et, bien sûr, d'améliorer leur nutrition. Pour compléter les repas servis dans les écoles, ces dernières reçoivent des provisions de base telles que du riz, des nouilles, du sucre, de l'huile et de la viande qui seront ajoutés aux légumes issus de leur propre récolte.

Plus largement, nous souhaitons que ce projet génère une dynamique positive, à travers une conscience sociale qui valorise la sécurité alimentaire et prend soin de l'environnement avec des actions contre le changement climatique, tout cela dans l'objectif d'améliorer la santé des populations boliviennes.

Laisser une trace, pour décupler notre impact

En tant qu'ONG universitaire, il nous tient à cœur de documenter nos projets, études, travaux... afin de diffuser nos expériences le plus largement possible. Un guide de base pour la création de jardins biologiques dans les écoles a ainsi été publié, ainsi que des guides éducatifs sur le thème de la sécurité alimentaire et de l'alimentation saine, développés avec les professeurs impliqués dans ce projet. Ces outils, ainsi que l'ensemble de nos documents de capitalisation, comme on dit dans notre jargon, sont disponibles sur notre site web :

www.louvaincooperation.org/fr/capitalisation

CAMBODGE

Amaury passe le flambeau à Vincent

Amaury Peeters a passé 10 ans à la tête de notre direction nationale au Cambodge. Début 2020, il est rentré en Belgique pour prendre d'autres fonctions au sein de LC et a passé le flambeau à Vincent Prosper. Dans une interview croisée, les deux hommes nous parlent de leur expérience cambodgienne.



LC : Tu as passé 10 ans au Cambodge. Que retiendras-tu de ce pays et de ses habitants ?

Amaury Peeters : Parmi les belles rencontres que nous avons faites durant ces années passées au Cambodge, nous avons eu la chance de faire

la connaissance de personnes curieuses, généreuses, attachantes et très résilientes avec qui nous avons partagé des moments précieux.

LC : Qu'est-ce qui va te manquer le plus ?

AP : Au-delà du côté dépaysant et des difficultés du quotidien, la réalité du monde rural au Cambodge nous rappelle à une certaine simplicité des choses qu'il est bon de ne pas perdre de vue. Et, professionnellement, la possibilité d'aller, en quelques heures, sur le terrain et de participer aux activités me manquera aussi.

LC : Une réalisation dont tu es particulièrement fier ?

AP : Dans nos projets en santé mentale, nos partenaires ont progressivement atteint un degré de développement et de reconnaissance, qui se traduit dans les activités mises en œuvre et par l'obtention en 2017 du prix Dr. Ghislain décerné au directeur de TPO (notre partenaire) pour la mise en place de services de santé mentale et son engagement pour réduire le stigma autour des patients. J'aimerais aussi mentionner l'engagement de nos partenaires en agriculture dans la production et diffusion de références sur les impacts de la transition vers des pratiques agroécologiques au Cambodge. Cet engagement s'est notamment matérialisé pour LC par la primeur mondiale de coordonner au Cambodge le test du nouvel outil d'évaluation des performances en agroécologie de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture).

LC : Que peux-tu souhaiter à ce pays ?

AP : De continuer sur la voie de son développement propre dans le respect de chaque Cambodgien et en préservant leurs droits essentiels, leur représentativité et aussi les environnements diversifiés que possède encore le pays.

LC : Aujourd'hui, tu occupes une nouvelle fonction au siège de Louvain Coopération. Peux-tu nous la décrire ?

AP : Je coordonne depuis quelques mois le service de Recherche et Développement qui vise, d'une part, à développer conjointement avec nos terrains des stratégies, méthodologies ou outils d'intervention cohérents et intégrés du point de vue thématique tout en veillant à prendre en compte des considérations transversales comme l'approche genre, l'intégration environnementale, le renforcement des capacités, etc. D'autre part, ce service ambitionne de faciliter la gestion des savoirs tirés des interventions et de consolider les liens avec le monde universitaire.

LC : Tes souhaits par rapport à cette fonction ?

AP : Pouvoir structurer le soutien à nos équipes sur le terrain et à nos partenaires dans nos différentes thématiques afin de se renforcer mutuellement et d'améliorer la qualité de nos interventions mais aussi de co-construire des innovations et de veiller ensemble à garder une réflexion critique sur nos actions.



LC : Pourquoi avoir choisi de t'installer au Cambodge ?

Vincent Prosper : Avant cette prise de poste au Cambodge, j'avais déjà travaillé pendant près de 6 ans en Asie du Sud-Est, d'abord au Laos en

tant que coordinateur-terrain pour Avocats Sans Frontières France puis en Thaïlande, avec La Chaîne de l'Espoir.

Je suis très attaché à cette région du monde, sa culture et ses habitants, et je souhaitais poursuivre mon parcours professionnel en Asie du Sud-Est dans le secteur de la coopération au développement. L'offre de poste de directeur-pays pour Louvain Coopération au Cambodge s'est donc révélée être une véritable opportunité que j'ai naturellement saisie.

LC : Tes premières impressions du travail réalisé par Louvain Coopération ?

VP : Louvain Coopération est présente au Cambodge depuis plus de 15 ans et j'ai pu le constater au travers des partenariats solides qui existent aujourd'hui avec des ONG locales menant des actions concrètes et essentielles auprès des populations vulnérables que ce soit dans le secteur de l'agroécologie ou celui de la santé mentale.

LC : Un projet qui t'intéresse particulièrement, te tient à cœur ?

VP : Nos projets autour de la santé mentale. Cela me semble essentiel de s'attaquer aux multiples causes des troubles mentaux et d'élargir les options de traitement possible face à la tendance actuelle à recourir de façon quasi-systématique et exclusive aux traitements médicamenteux.

LC : Une action particulière que tu voudrais développer ?

VP : Le système de soins de santé mentale au Cambodge est confronté à deux défis majeurs : un manque de capacité et une répartition géographique inéquitable des services. La mise en place de services de santé mentale à distance peut aider à résoudre le problème d'équité et, si elle est appliquée de manière pertinente, peut également contribuer au renforcement de capacité du personnel médical au niveau local. Cette approche innovante est actuellement envisagée avec l'un de nos partenaires du volet santé : Caritas-CCAMH.

LC : Que peut-on te souhaiter pour la suite de ta carrière en tant que directeur Cambodge ?

VP : La poursuite et le renforcement des projets en s'appuyant sur l'expérience de Louvain Coopération et l'expertise de nos partenaires locaux ainsi qu'une extension éventuelle de certaines actions à d'autres pays de la région. Et aussi, l'apprentissage de la langue khmère !



Ecologie, alimentation et engagement étudiant



Les équipes d'Education à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS) des 4 ONG membres d'Uni4Coop collaborent actuellement autour d'un grand événement. Du 22 au 25 février prochains, elles vous convient à leurs Assises, autour du thème « *Les Écologie en dialogue – Des mobilisations plurielles à travers le monde* ».

Les Assises d'Uni4Coop, c'est un ensemble de moments d'échange allant du café littéraire au ciné-débat en passant par des cours méfis, des balades thématiques et des conférences aux 4 coins de la Belgique francophone. Un événement qui permettra d'appréhender les mobilisations écologiques et environnementales d'aujourd'hui, dans toute leur pluralité, en les amenant à dialoguer.

→ PLUS D'INFOS SUR LE SITE WEB D'UNI4COOP : <http://uni4coop.com/fr>

Pour un système alimentaire plus juste

Du 5 au 7 février, notre équipe d'ECMS participera à l'organisation d'un week-end de formation à destination des étudiants.

L'objectif ? Les sensibiliser aux enjeux mondiaux liés à l'alimentation et aux interdépendances Nord/Sud. « *Face à la complexité grandissante du système alimentaire mondial, il est important que les étudiants puissent comprendre l'impact de leurs choix et qu'ils intègrent dans leur quotidien des actions individuelles et collectives en faveur d'un monde plus juste, durable et solidaire. Former, rencontrer et échanger avec des experts et d'autres étudiants leur permettra de créer des outils visant à sensibiliser et à promouvoir la solidarité internationale sur leur propre campus. Conscientiser les étudiants peut certainement influencer leurs choix et leur implication personnelle dans une nouvelle dynamique, favorable à la mise en place d'un nouveau système alimentaire juste, durable et éthique* », explique Fiona Nziza, chargée de programme Nord chez Louvain Coopération.

→ CE WEEK-END DE FORMATION VOUS INTÉRESSE ?
RETROUVEZ PROCHAINEMENT LES INFOS PRATIQUES SUR NOTRE SITE WEB : www.louvaincooperation.org

ÉTUDIANT SOLIDAIRE le concept évolue !

Depuis septembre 2019, **Christine Baggio** est responsable, au sein de notre équipe de communication, du projet Étudiant Solidaire. Elle nous explique comment ce projet va évoluer pour cette nouvelle année académique.



LC : Qu'est-ce qui t'intéresse dans ce projet ?

CB : Étudiant Solidaire m'a intéressée dès mes débuts chez Louvain Coopération. J'y vois un moyen de susciter l'engagement chez les étudiants de l'UCLouvain. J'ai toujours été inspirée par la mobilisation des jeunes, et je suis profondément convaincue qu'ils sont des acteurs incontournables du changement. Il suffit de leur en donner l'opportunité et les moyens. J'étais très heureuse lorsque l'on m'a confié le projet.

LC : Peux-tu nous réexpliquer le concept du projet ?

CB : Concrètement, au moment de leur inscription à l'université, les étudiants ont la possibilité de s'engager en payant une souscription de 12€ : 6€ pour les projets de Louvain Coopération et 6€ pour le Fonds Solidaire. En devenant Étudiant Solidaire, ils accèdent

de manière privilégiée aux événements Nord-Sud du campus (places gratuites, offres exclusives...), à des infos spécifiques sur la vie du campus via notre Agenda Solidaire (rencontres, activités, volontariat, stages...), et au Fonds Solidaire.

LC : Le Fonds Solidaire ?

CB : C'est un appel à projets pour les étudiants qui souhaitent mettre en place un projet solidaire en Belgique ou au Sud. Les possibilités sont infinies, car l'appel à projets est ouvert à tous les étudiants, de toutes les facultés. Avec l'UCLouvain et l'Assemblée Générale des Étudiants, nous formons un comité afin de sélectionner les meilleurs projets.

LC : Et en septembre, le projet va évoluer...

CB : Oui, on a voulu donner un coup de fraîcheur au

DEVIENS ▶

ÉTUDIANT SOLIDAIRE DE L'UCLouvain !

12€

6€ POUR LE FONDS SOLIDAIRE

6€ POUR LES PROJETS LOUVAIN COOPÉRATION

DÉCOUVRE ▼ AGENDA SOLIDAIRE

PROFITE ▼ FONDS SOLIDAIRE

PARTICIPE ▼ FORMATIONS SOLIDAIRES

concept. Cette année, nous proposerons également des formations aux étudiants, et un accompagnement plus rapproché aux bénéficiaires du Fonds Solidaire. Nous aimerions aussi rappeler que la solidarité peut également être locale. Jusqu'à présent, la majorité des projets soutenus étaient exécutés dans les pays du Sud. Cette année, et surtout dans le contexte du Covid-19, nous aimerions promouvoir la solidarité localement, en Belgique.

Le rôle d'une ONG universitaire est aussi de mobiliser ses étudiants. Nous avons voulu proposer une offre d'engagement qui résonne auprès d'eux. Nous voulons créer une réelle communauté d'Étudiants Solidaires et leur donner les moyens d'être des acteurs de changement.



Festival Maintenant
30.09 > 4.10

Lancé par des citoyens, Maintenant! est le rendez-vous des initiatives liées à la transition écologique, économique et sociétale. Cinq jours au cœur de Louvain-la-Neuve, avec plus de 200 activités pour imaginer, s'ancrer, célébrer et participer concrètement à la construction d'un monde plus résilient, juste et solidaire.

→ PLUS D'INFOS : <https://festivalmaintenant.be/>

Campagne de collecte de fonds en rue
15.09 > 15.10

En septembre et en octobre, nous lançons une campagne de collecte de fonds en rue à Louvain-la-Neuve et dans ses alentours. Le concept est simple : nous partons à la rencontre de citoyens afin de leur expliquer nos projets et les convaincre de les soutenir. Si vous rencontrez notre équipe, réservez-lui un bon accueil et n'hésitez pas à poser toutes vos questions.

Opération 11.11.11
5.11 > 15.11

L'Opération 11.11.11 est la principale opération de récolte de fonds en faveur de la solidarité Nord-Sud en Belgique. L'objectif est d'organiser chaque année une opération commune de récolte de fonds bénéficiant à l'ensemble des ONG belges membres du CNCD-11.11.11 pour financer leurs programmes de développement dans les pays du Sud.

→ PLUS D'INFOS : www.louvaincooperation.org/fr/evenements

Appel à projet Fonds Solidaire
20.10 > 20.12

Le Fonds Solidaire est à disposition des étudiants qui souhaitent s'engager davantage dans la solidarité, en Belgique ou à l'étranger. Les étudiants sélectionnés bénéficient de formations et de l'accompagnement des équipes de Louvain Coopération tout au long de leur projet.

→ PLUS D'INFOS : www.louvaincooperation.org/fr/etudiant-solidaire



Et si nous réenchantions notre vision du monde ?
20.10

Comment écouter sa voix intérieure ? Comment donner du sens à sa vie ? Dans une société qui arrive à un point de basculement en termes d'épuisement personnel et des ressources du vivant, Pedro Correa vous propose de revenir sur un des outils qui lui ont permis d'écouter sa voix intérieure : son groupe de réflexion.

→ INFOS ET INSCRIPTION : www.louvaincooperation.org/fr/evenements
PAF : 15€, GRATUIT POUR LES ÉTUDIANTS



Louvain Coopération à Louvain-la-Neige
14.12 > 17.12

Le marché de Noël de Louvain-la-Neuve est une belle occasion de découvrir les projets de Louvain Coopération et leur impact sur les pays du Sud. Venez à la rencontre des visages de celles et ceux qui vivent nos projets au quotidien, à travers une exposition photos dans notre chalet.

→ PLUS D'INFOS : www.louvaincooperation.org/fr/evenements

LE SAVIEZ-VOUS ?

Selon une étude d'iVOX, 57% des belges pensent qu'il est positif d'inclure une bonne cause dans un testament.

En faisant un legs à Louvain Coopération, vous faites un geste pour vos proches mais, surtout, vous laissez derrière vous une trace indélébile. Saviez-vous que l'avantage fiscal grâce au legs en duo peut être considérable ? Vos héritiers paieront moins de droits de succession, étant donné que l'association les prendra à sa charge.

Vous voulez obtenir de plus amples renseignements ?

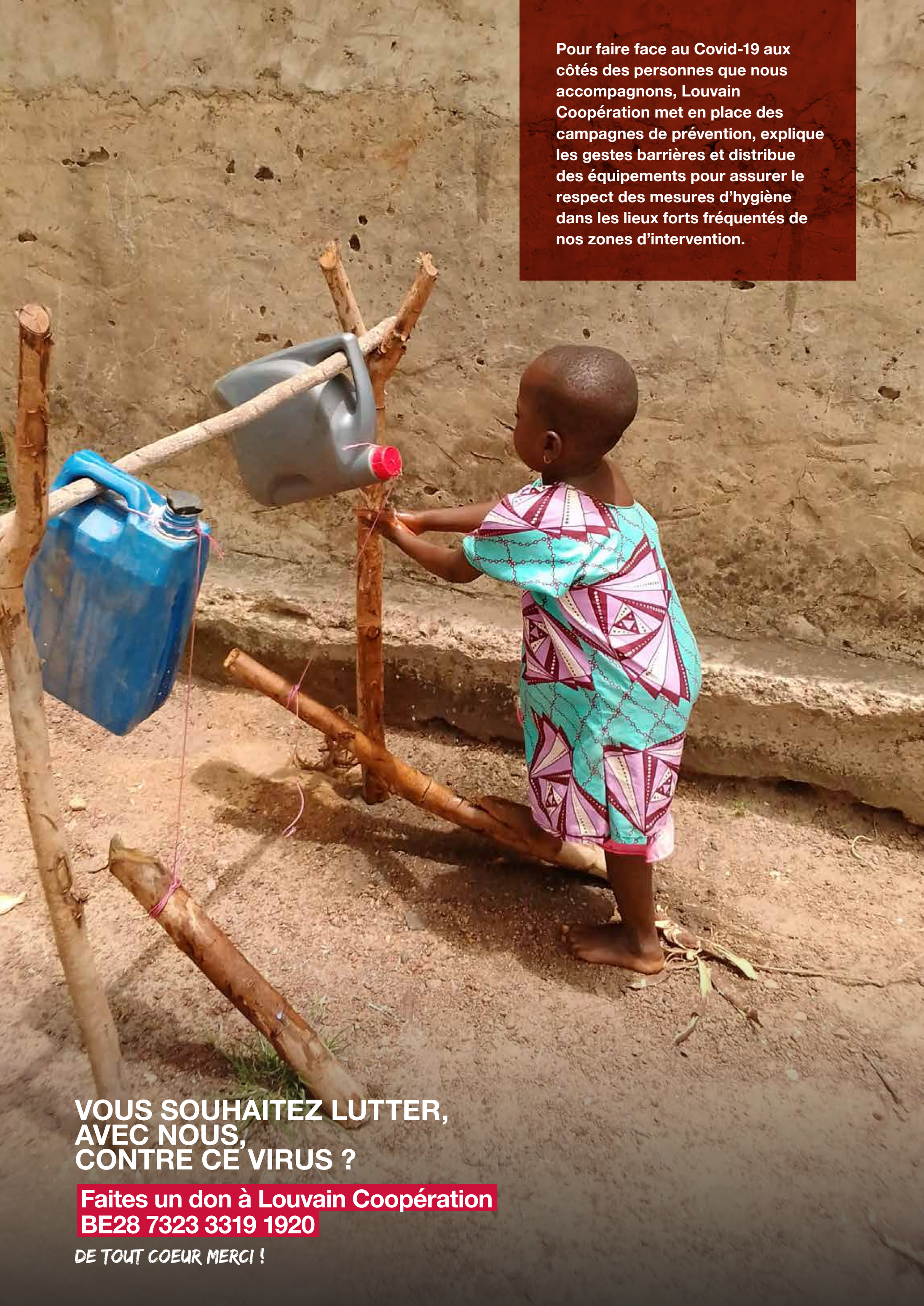
N'hésitez pas à consulter votre notaire ou contactez Louvain Coopération, pour un rendez-vous en toute discrétion ou pour recevoir une brochure d'informations détaillées sur les testaments et les legs en duo. Celle-ci permet à tous de se familiariser avec le droit de succession. Vous pouvez recevoir gratuitement le guide du testament en vous rendant sur le site www.testament.be.

Pour toute information, veuillez prendre contact avec **Marie Devreux** (Responsable legs et testament pour Louvain Coopération): mdevreux@louvaincooperation.org ou par téléphone au **010 390 305**.

Vous m'avez lu et trouvé intéressant ?
Ne me jetez pas !

Faites connaître Louvain Coopération en m'offrant à une amie, un voisin... ou laissez-moi dans un endroit de passage, le train ou une salle d'attente. Grâce à vous, Louvain Coopération pourra encore agir auprès de nombreuses populations.

MERCI



Pour faire face au Covid-19 aux côtés des personnes que nous accompagnons, Louvain Coopération met en place des campagnes de prévention, explique les gestes barrières et distribue des équipements pour assurer le respect des mesures d'hygiène dans les lieux forts fréquentés de nos zones d'intervention.

**VOUS SOUHAITEZ LUTTER,
AVEC NOUS,
CONTRE CE VIRUS ?**

**Faites un don à Louvain Coopération
BE28 7323 3319 1920**

DE TOUT COEUR MERCI !